

ALI HADDAD (PRÉSIDENT DU FCE) :

«On ne fait pas de politique»

«Nous au FCE, nous n'avons aucun compte à régler avec qui que ce soit, nous sommes des bâtisseurs, des constructeurs. On ne sait pas casser, on ne sait pas créer des fossés entre les uns et les autres, je le répète encore une fois, on ne fait pas de politique et on ne veut pas en faire.». Tels étaient ce jeudi à Oran, les propos du président du Forum des chefs d'entreprises (FCE) Ali Haddad, qui prenait part à la première édition «des rendez-vous de l'entreprise» qui devait traiter des différents types de financement de projets.

Amel Bentolba –Oran- (le soir) - Pour Ali Haddad, cette rencontre consacrée au financement des projets, «est une question importante et pertinente au moment où les recettes de notre pays s'amenuisent du fait de la baisse de nos exportations d'hydrocarbures». Une conjoncture qui représente selon l'intervenant une opportunité pour chercher des alternatives pour financer l'économie et faire face aux dépenses incompressibles, dit-il.

Au FCE, la richesse réside dans l'emploi, dans la formation, elle est dans l'humain, dira Ali Haddad et d'indiquer «aujourd'hui, 2 emplois sur 3 sont créés, et 80% de la richesse nationale est entre les mains du privé. C'est pour cela que j'encourage tous les investisseurs et tous ceux qui ont des projets de ne pas les laisser dormir, il ne faut pas avoir peur, il faut y aller c'est le moment».

Prenant part à cette rencontre, M. Aït Saâdi, représentant du ministre des Finances, estime que la thématique retenue et le partenariat public/privé comme mode de financement alternatif «ne doivent surtout pas être perçus comme étant exclusivement dictés par une conjoncture particulière. Il s'agira en effet de contribuer à acclimater auprès de notre communauté d'affaire, bancaire, et financière, les formules les plus adaptées de financement de projets.».

Pour l'intervenant, le contexte en Algérie est mûr pour ce saut qualitatif. «Il convient maintenant de varier les modes de financement pour une meilleure allocation des ressources disponibles», dit-il. Sollicité lors d'un point de presse à parler de ses penchants politiques, le président du FCE dira «ce forum est venu afin d'aider l'entreprise algérienne privée ou public, Ali Haddad n'a aucune couleur politique, nous, c'est seulement et purement économique. Maintenant, si certains veulent nous mener vers d'autres terrains, nous, on leur dit ça ne nous concerne pas la politique, ce qui nous intéresse et nous préoccupe c'est l'entreprise algérienne».

S'évertuant à essayer d'aider l'entreprise Algérie par le biais du FCE, il citera en exemple la création d'un fonds pour les jeunes entrepreneurs, à la faveur du fonds d'investissement pour les jeunes promoteurs (Jil FCE). «Nous avons dépassé les 2 milliards de dinars».

Abordant le sujet de l'informel et des non-déclarations à la Cnas, Ali Haddad défend une fois de plus les entreprises privées : «C'est très difficile de traficoter les chiffres d'affaires avec les impôts ou autre organisme, maintenant si vous parlez de l'informel, aucune déclaration n'est faite et l'administration ne pourra pas contrôler tout ce flux. C'est pour ça qu'au FCE, on a fait une proposition qui a été reprise dans la LFC et qui dit qu'on doit faire rentrer les 37 milliards de dollars qui sont dans le marché informel, dans la voie légale. Vous dites que l'entreprise privée est mal vue, c'est vrai, elle l'était avant, mais aujourd'hui, je le dis avec force que l'entreprise privée algérienne est digne et on n'a pas le droit de la discréditer ». S'agissant du classement de

l'Algérie fait par la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) qui a dégradé notre pays à la catégorie B (un pays à risque assez élevé), le président du FCE a dit dans un premier temps qu'il faudrait poser cette question à M Sellaal, puis il dira : «Ce sont des Européens, ils nous classent comme ils veulent». Avec un sourire qui en disait long, le président du FCE a qualifié sa relation avec la secrétaire générale du PT comme étant, dit-il «très bonne». Puis, il a tenu à éclaircir un passage de ses propos qu'il a eu à Bordj-Bou Arréridj : «J'avais seulement dit, nous on avance avec la caravane, et quelqu'un dans la salle avait ajouté et les chiens aboient, moi je ne l'ai pas dit et mon éducation, ma famille et mon «algérianité» ne me permettent pas de manquer de respect à l'autre et je respecterai tout le monde tant que je suis là et tant que je suis vivant».

A. B.

LES EXPERTS PRÉCONISENT

L'économie de la santé en prévention des économies de santé

Des professeurs et économistes ont tenu une conférence, jeudi, à la nouvelle Faculté de médecine afin de traiter de l'économie de la santé et de ses avantages sur la performance d'un système de sécurité sociale.

Naouel Boukir – Alger (Le Soir) – Contrairement aux idées reçues, le principe de l'économie de la santé n'est «absolument pas» relatif à une minimisation du budget dédié au secteur de la santé, a nuancé Larbi Lamri, économiste de la santé.

Tout le défi de cette science réside dans l'étude de la production des soins, leur consommation et surtout leur mode de financement pour arriver à «une utilisation optimale des ressources». Ceci est d'autant plus complexe puisque face aux besoins illimités en la matière, s'oppose une richesse souvent très limitée. Ce paradoxe s'intensifie pour ce qui est de l'Algérie ; car avec la chute de la valeur du dinar, ce sont non seulement les prix des médicaments importés qui vont grimper, mais cela concernera parallèlement ceux produits localement étant donné l'importation de la quasi-totalité des matières premières. C'est un schéma peu optimiste qu'a élaboré L. Lamri quoi qu'il n'est pas dénué de réalisme, ont jugé les spécialistes présents.

Lorsque l'économie va, la santé va

Cette réplique sommaire du professeur L. Lamri a globalement résumé le rapport étroit et interdépendant qu'entretiennent, depuis toujours, santé et économie. Pour faire simple, il s'agit d'un cercle vertueux : d'un état satisfaisant de la population et résulte une production et une productivité plus

importante donc une consommation soutenue, motrice de l'économie. Néanmoins d'autres facteurs interviennent dans l'équilibrage de cette équation.

Dans un contexte local, outre la dévaluation et la dépréciation du dinar, le taux de chômage considérable, la défaillance du système de sécurité sociale et du budget alloué à la santé n'arrangent pas particulièrement la situation.

Quel système de sécurité sociale adopter ?

Dans un contexte de crise, adopter une économie de la santé est plus qu'une nécessité, a prévenu l'expert. Cela nous évitera d'aller vers des économies de santé surtout que l'enveloppe financière dont elle bénéficie ne dépasse pas les 6% du budget total de l'Etat. D'autre part, ceci permettra d'avoir une vision et d'établir graduellement une feuille de route pour ce

secteur pour ne pas «naviguer dans le brouillard», si ce n'est déjà le cas, a-t-il ajouté.

Initialement, le système de sécurité sociale pour lequel a opté l'Algérie depuis les années 60 est ce qu'on qualifie d'un système nationalisé. Plus explicitement, le financement du département est étatique et la couverture de service est universelle ou concerne toute la population. Il en découle des délais et des files d'attente relativement longs mais l'état de santé de la population devrait normalement être bon, selon les explications théoriques du professeur L. Lamri.

Revenons à l'analyse du terrain maintenant, qu'en est-il réellement de l'application de ce mode en Algérie ? Il est tout simplement déficitaire, a avoué ce dernier. Non pas que le système nationalisé est mauvais en soi puisqu'il fonctionne à merveille en Angleterre, dans les pays scandinaves ou encore au

Canada. C'est son management dans un contexte local qui est handicapant.

L'absence d'une gestion transparente et d'une planification efficace ainsi que la budgétisation des programmes faite sur «l'à-peu-près» expliquent son échec ici, a-t-il précisé. La mise à l'écart des analyses des spécialistes algériens et la non-consultation de l'expertise est également une variante importante de ce «fiasco». Insistant que la finalisation du projet de contractualisation lancé par un groupe d'experts dans les années 90, arrivé à un stade très satisfaisant de son avancement, aurait pu donner un secteur de santé à la pointe de la performance aujourd'hui. Pourtant, il a été arrêté dans son élan car il allait permettre une gestion transparente des allocations et ressources, ce qui n'avait visiblement pas été apprécié.

N. B.

L'UGCAA appelle à la mobilisation des commerçants

Le SG de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a exhorté ses adhérents à se solidariser avec le gouvernement alors que le pays subit de plein fouet les contrecoups de la baisse drastique des revenus du pétrole.

Younès Djama-Alger (Le Soir) - A l'occasion d'une cérémonie pour la célébration du 59^e anniversaire de la grève des 8 jours du 28 janvier 1957, à l'appel du Front de libération nationale (FLN), tenue jeudi à l'hôtel El-Aurassi, Souilah, qui a invité pour l'occasion des représentants de divers ministères et un représentant du Premier ministre, a appelé les commerçants à se mobiliser pour remporter «la bataille engagée par l'Etat pour bâtir une économie forte en dehors des hydrocarbures» mais aussi pour la promotion du produit

national. «Nous avons pris l'engagement à l'UGCAA de soutenir le gouvernement dans cette conjoncture difficile et nous en sommes fiers», a ainsi martelé Souilah tout en se disant confiant que le pays va dépasser cette situation.

Par ailleurs, le SG de l'UGCAA a confirmé qu'un nouveau site devant remplacer l'actuel marché de gros des produits agroalimentaires sis à Semmar (Gué-de-Constantine) a enfin été trouvé, après que le premier site proposé par les autorités a été rejeté par les commerçants.

Ces derniers auraient ainsi jeté leur dévolu sur un site sur lequel Salah Souilah s'est montré étrangement discret. «L'assiette est là, cependant, je ne pourrais en dire davantage», déclare le SG de l'UGCAA.

Rappelons que l'espace proposé par la Wilaya d'Alger situé dans la localité d'Aïn Melha (Birkhadem) a été rejeté par les commerçants et artisans algériens, en raison du fait que la superficie de l'assiette foncière estimée à 10 hectares (ils réclament 30 hectares) et sa situation en pleine agglomération ne convenaient pas à cet usage.

«La superficie de l'assiette foncière doit dépasser les 40 hectares avec ouverture directe sur l'auto-route», avait affirmé Salah Souilah lors d'une visite sur les lieux en

compagnie du ministre du commerce Bakhti Bélaïb. De son côté, le représentant des grossistes de Semmar, Omar Lazri, s'est lui montré plus tranché que le SG de l'UGCAA. «Nous sommes toujours en prospection à Alger et dans la wilaya de Boumerdès, pour l'heure nous ne nous sommes pas fixés sur un site en particulier», a-t-il énoncé tout en réitérant la disposition des grossistes à participer au financement du nouveau projet. «Nous avons démontré notre foi en tant que commerçants, il appartient aux autorités d'accélérer le processus (délocalisation du marché actuel) maintenant que l'orientation visant la régulation de la pratique des marchés de gros est officiellement martelée», a souligné Lazri. En effet, la volonté du gou-

vernement de réguler l'activité de gros est portée par le ministre du Commerce, Bakhti Bélaïb, pour qui l'activité de grossiste demeure essentielle dans l'organisation du marché et la stabilisation des prix.

Notons également que l'entreprise publique Magro, chargée de la réalisation des marchés de gros, suit la réalisation d'une dizaine de projets dont deux devraient être réceptionnés durant l'année en cours. L'ancien ministre du Commerce, Mustapha Benbada, avait confié en 2013 que le transfert de la gestion des marchés de gros de fruits et légumes à l'entreprise publique Magro visait à corriger les lacunes dans la gestion actuelle de ces marchés par les privés.

Y. D.